Palestine étranglée

vendredi 13 octobre 2006, par PICQUET Christian (Date de rédaction antérieure : 12 octobre 2006).

Depuis quelques jours, les territoires palestiniens occupés ou sous contrôle d'Israël se trouvent en proie à une tension opposant les principales fractions du mouvement national. Si les différences stratégiques entre ces dernières expliquent pour partie cette situation, qui a déjà conduit à des affrontements meurtriers et à des démonstrations de forces belliqueuses, c'est d'abord l'étranglement délibéré de toute une population qui se révèle en cause. Depuis la victoire du Hamas aux élections générales de janvier, en suspendant ses crédits, la « communauté internationale », Union européenne et France en tête, a prétendu infliger une punition collective à des Palestiniens accusés d'avoir « mal votés ». Résultat : depuis des mois, 140 000 fonctionnaires de l'Autorité palestinienne et leurs familles (un million de personnes au total) se retrouvent privés de ressources, n'ayant plus de quoi approvisionner les repas de ces soirs de Ramadan, contraints parfois à des emprunts dont ils ne savent même pas comment ils pourront bien les rembourser. D'où la grève qui frappe les administrations publiques depuis le 2 septembre.

Dans le même temps, l'offensive de l'armée israélienne contre la bande de Gaza, prétendue réplique à la capture du soldat Gilad Shalit par des combattants palestiniens, a un peu plus placé une population entière au bord de la catastrophe humanitaire. Le blocus coupe ce territoire du reste du monde. Des raids aériens ininterrompus ont notamment pris pour cible son unique centrale électrique, tandis que la circulation sur les ponts et voies de communication est devenue un peu plus dépendante de Tel-Aviv. Autrement dit, comme le dénoncent les organisations non gouvernementales, Gaza est devenue une immense prison à ciel ouvert.

Cette stratégie, à laquelle les principales puissances de la planète prêtent cyniquement leur concours, n'a d'autre but que d'isoler un peuple n'ayant pas renoncé à sa libération nationale, de le soumettre par la force des armes, de l'asphyxier économiquement, de le pousser au désespoir. On aurait voulu semer les germes d'une guerre civile en Palestine qu'on ne s'y serait pas pris autrement. Il faut exiger le rétablissement sans délai de l'aide internationale aux Palestiniens.

P.-S.

* Editorial de « Rouge » n° 2176 du 12 octobre 2006.